

1 économie générale

PRÉSENTATION

En 1999, d'après les *comptes nationaux base 95*, le *produit intérieur brut* augmente de 2,9 % en volume, après 3,1 % en 1998. La dépense de consommation des ménages (+ 2,1 % en volume après + 3,3 % en 1998) et leur investissement en logements sont, comme en 1998, le principal moteur de la croissance. Pour répondre à cette demande, les entreprises poursuivent leur effort d'investissement entamé en 1998. La contribution du commerce extérieur à la croissance est faible mais positive, contrairement à 1998. Malgré la hausse du pétrole, l'inflation est historiquement faible : le prix du PIB n'augmente que de 0,4 % et celui de la consommation effective des ménages de 0,9 %.

Grâce à des créations d'emplois exceptionnelles, la masse des salaires bruts versés aux ménages progresse de 3,9 %. Les prestations sociales en espèces augmentent encore plus vite qu'en 1998 et les revenus financiers restent très dynamiques, mais moins qu'en 1998. Cependant, la croissance du revenu disponible est freinée par la forte poussée des prélèvements fiscaux et sociaux pesant sur les ménages (+ 5,8 % après + 5,1 % en 1998). L'investissement des ménages en logements, qui avait repris depuis 1997 grâce aux mesures incitatives fiscales et à des taux d'intérêt faibles, accélère fortement.

Les *entreprises non financières* et les entreprises individuelles accroissent fortement leurs investissements dans la continuité de 1998 (+ 7,6 % en volume, après 7,9 % en 1998 et seulement + 0,4 % en 1997). Elles ne répercutent pas totalement la hausse des coûts de production dans leurs prix, ce qui réduit leur taux de marge. Leur *valeur ajoutée* augmente de 3 % en valeur. Leur excédent brut d'exploitation ne progresse que de 1,7 %, la masse des rémunérations versées (+ 4,2 %) représentant 57,1 % de la valeur ajoutée, après 56,4 % en 1998.

En 1999, le besoin de financement des *administrations publiques* s'élève à 157 milliards de francs soit 1,8 % du PIB après 2,7 % en 1998 et 3 % en 1997. D'importantes recettes fiscales contribuent à la réduction (- 37 Mds de F) du déficit de l'État [1].

DÉFINITIONS

- **Comptes nationaux base 95.** À l'instar des autres pays européens, les comptes nationaux français mettent en application, depuis 1999, le nouveau système européen de comptabilité nationale, le SEC 95. Cette nouvelle *base 95* introduit un changement de nomenclature (NAF harmonisée avec la NACE européenne) et des changements conceptuels dont les principaux sont :
 - le territoire économique, étendu aux départements d'outre-mer ;
 - le champ de la FBCF, élargi à certains investissements immatériels, principalement les logiciels informatiques.
 - la notion de consommation des ménages qui se dédouble en dépense de consommation et consommation effective (voir définition au 4.1) ;
 - la production, évaluée au prix de base (prix diminué des impôts sur les produits et augmenté des subventions sur les produits) ;
 - la valorisation des importations et des exportations qui passe d'un système CAF/FAB à une évaluation FAB/FAB (voir définition au 19.1).
- **Produit intérieur brut (PIB).** Voir définition au 11.2.
- **Formation brute de capital fixe (FBCF).** Elle représente la valeur des acquisitions moins les cessions d'actifs fixes, corporels (machines etc.) ou incorporels (logiciels), réalisées par les producteurs résidents et utilisées de façon répétée ou continue pendant au moins un an dans le processus de production. Pour le secteur des ménages, la FBCF concerne les logements et l'investissement des entrepreneurs individuels.
- **Administrations publiques.** Le secteur des administrations publiques comprend : l'État, les collectivités locales, les organismes avec comptabilité complète et personnalité juridique, produisant des services non marchands et financés par l'État ou les collectivités locales (y compris l'enseignement privé sous contrat), les régimes d'assurances sociales et les organismes en dépendant (hôpitaux publics, œuvres sociales).
- **Institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM).** Ensemble des unités privées dotées de la personnalité juridique (cultes, syndicats de travailleurs, comités d'entreprise, partis politiques, fondations à caractère humanitaire) qui produisent des biens et services non marchands destinés aux ménages. Leurs ressources principales proviennent de contributions volontaires, en espèces ou en nature, effectuées par les ménages, de versements provenant des administrations publiques ainsi que des revenus de la propriété.
- **Valeur ajoutée.** Voir définition au 11.3.

POUR EN SAVOIR PLUS

- « La nouvelle base de la Comptabilité nationale », *Économie et Statistique*, Insee, n° 321-322, 1999-1/2.
- « Produit intérieur brut 1998 », *Statistiques en bref, série Économie et Finances*, Eurostat n°2/2000.
- *L'économie française, Édition 2000-2001*, Insee, publié au Livre de Poche, juin 2000.

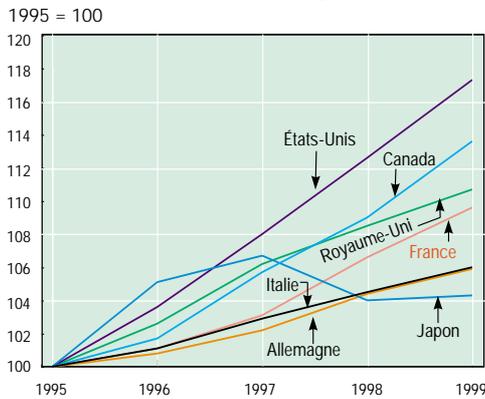
- « Comptes et indicateurs économiques », *INSEE-Résultats*, et *CD-Rom*, juin 2000.
- *Note de conjoncture*, Insee, mars 2000.

SOURCES

- [1] « Les comptes de la Nation en 1999 », *INSEE-Première*, n° 710, avril 2000.
[2] Comptes de la Nation 1999 (www.insee.fr).
[3] *Principaux indicateurs économiques*, OCDE, avril 2000.

RÉSULTATS ÉCONOMIQUES DE L'ANNÉE 11.1

Évolution en volume du PIB des principaux pays de l'OCDE* [3]



* OCDE : voir définition au mot-clé 19.3.

Investissement par secteur institutionnel* [2]

Secteurs institutionnels	Évolution en volume en %			p 1999 milliards de F
	97/96	98/97	99/98	
Ensemble	-0,1	6,3	7,1	1 675,5
dont :				
Sociétés non financières**	0,4	7,9	7,6	927,2
Sociétés financières	14,9	18,0	15,1	70,1
Administrations publiques	-5,5	2,5	2,5	256,2
Ménages	0,9	3,5	7,8	420,0

* Comptes nationaux Base 95. ** Y compris entreprises individuelles.

Capacité (+) ou besoin (-) de financement des agents économiques* [2] milliards de F

Secteurs institutionnels	1996	1997	1998	p1999
Sociétés non financières	21	-9	-5	-53
Sociétés financières	51	54	28	6
Ménages	325	407	395	400
Administrations publiques	-330	-249	-231	-157
soit : Administr. publiques centrales	-294	-233	-249	-206
Administr. publiques locales	5	19	27	35
Administr. de sécurité sociale	-41	-36	-10	15
Institutions** aux services des ménages	4	6	6	6
Nation	71	208	194	202

* Comptes nationaux Base 95. ** Sans but lucratif.

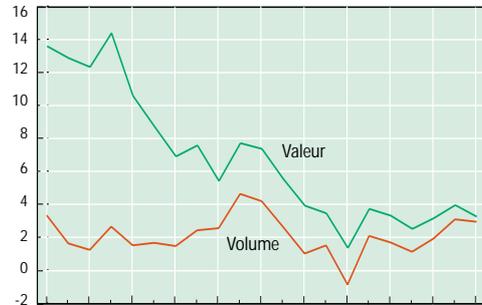
Évolution des ressources et des emplois de biens et services en 1999* [2]

Ressources	Valeur milliards de F	Évolution en volume** 1999/98 %	Emplois	Valeur milliards de F	Évolution en volume** 1999/98 %
Produit intérieur brut (PIB)	8 819	2,9	Consommation finale effective	6 920	2,2
dont : valeur ajoutée au prix de base	7 839		dont : dépense de consommation des ménages	4 778	2,2
impôts sur les produits ***	980		dépense de consommation des APU	1 248	2,7
Importations	2 080	3,6	FBCF****	1 683	7,1
soit : biens	1 797		Variations de stocks	-6	///
services	283		Exportations	2 302	3,7
			soit : biens	1 862	
			services	440	
Total des ressources et des emplois	10 899	3,1			

* Comptes provisoires en Base 95. ** Les volumes sont évalués aux prix de l'année 1998. *** TVA, impôts sur les importations et autres impôts sur les produits (TIPP, taxes sur les tabacs et alcools...).**** Y compris acquisitions (nettes de cessions) d'objets de valeur.

Évolution du PIB* en France [2]

évolution par rapport à l'année précédente en %



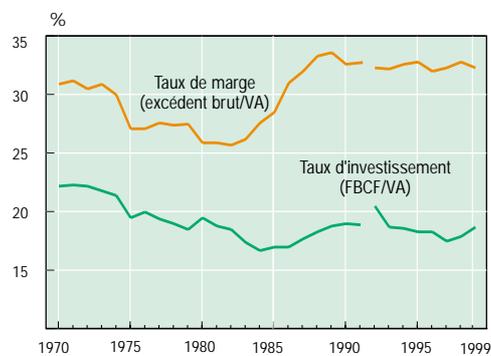
* Comptes nationaux Base 95.

Principaux agrégats par habitant* [2]

	1998	p 1999
Produit intérieur brut	142 670	146 873
Revenu disponible des ménages	92 131	94 545
soit : Consommation des ménages	77 630	79 577
Épargne brute des ménages	14 501	14 968
Capacité de financement des ménages	6 608	6 662

* Comptes nationaux Base 95.

Taux de marge et taux d'investissement des entreprises* [2]



* Hors entreprises individuelles. Évaluations en Base 95 à partir de 1992.